



Services de l'approvisionnement et des contrats  
30, rue Victoria  
Gatineau (Québec) K1A 0M6

## MODIFICATION DE LA DEMANDE DE PROPOSITION

Par la présente, la Demande de proposition est modifiée; sauf indication contraire, toutes les autres modalités de la Demande de proposition restent les mêmes.

<b>N° de la modification :</b>  3	<b>Date de la modification :</b>  13 mars 2019
<b>Bureau du directeur général des élections – N° du dossier :</b>  ECGP-RFP-18-0735	
<b>Titre :</b>  2019 Enquête nationale des électeurs	
<b>Date de clôture de la demande de proposition :</b>  21 mars 2019 à 12h midi (heure de Gatineau)	
<b>DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – Prière d'adresser toute demande de renseignements à l'autorité contractante:</b>  <b>Bureau du directeur général des élections</b> Services de l'approvisionnement et des contrats 30, rue Victoria Gatineau (Québec) K1A 0M6  proposition-proposal@elections.ca	
<b>À l'attention de</b>  Ghislaine Parent	<b>N° de tél.</b>  819-939-2489

## Part 1. Interprétation

- 1.1** Élections Canada modifie par la présente et conformément à ce qui suit la demande de proposition concernant le 2019 Enquête nationale des électeurs qui porte le numéro ECGP-RFP-18-0735 datée du 18 février 2019 (la « DP »). La présente modification fait partie intégrante de la DP.
- 1.2** Tous les mots et expressions définis dans la DP et employés dans la présente modification ont le sens qui leur a été donné dans la DP, à moins qu'ils ne soient définis autrement dans le présent document et sous réserve du contexte.

## Part 2. Questions et réponses

Les questions suivantes ont été posées en réponse à la DP et, par la présente, Élections Canada répond comme suit :

### 2.1 Question No. 1

**Question** : J'ai une question concernant les exigences de sécurité. Voici l'énoncé de la DP:

Article 11 Exigences de sécurité

Section 11.01 Exigences relatives à la sécurité

11.01.01 Les membres du personnel de l'entrepreneur qui ont besoin d'accéder à de l'information, à des biens ou à des lieux de travail de niveau PROTÉGÉ doivent posséder une « cote de fiabilité » valide, accordée ou approuvée par Élections Canada.

11.01.02 L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions des documents suivants:

- a) la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (annexe F);
- b) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière version).

J'ai besoin d'une clarification sur les règles concernant la gestion des informations protégées.

**Ces règles sont claires** en ce qui concerne la gestion des bases de données, l'attestation de sécurité, le serveur séparé, mais l'élément suivant n'est pas clair pour nous.

Nous avons à la fois un centre d'appels physique et des intervieweurs qui travaillent à distance. Pour les intervieweurs à distance qui possèdent une « cote de fiabilité » valide auprès de TPSGC, **peuvent-ils effectuer les entretiens téléphoniques à partir de leur domicile?** Ils n'auraient accès qu'au nom des répondants, ils ne peuvent pas voir le numéro de téléphone. Donc, d'après ce que j'en comprends ils n'auraient accès à aucune information protégée, mais je veux être sûr à 100% que cela ne pose pas de problème.

**Réponse :** Les intervieweurs à distance peuvent mener des entretiens téléphoniques à partir de leur domicile, à condition que toutes les données des répondants soient traitées conformément à la liste de vérification des exigences de sécurité (LVERS) – Annexe F. Veuillez consulter la partie 5 de la DP relative à la sécurité, aux exigences financières et autres exigences, sections 5.1.1 (a) (b) et (c) pour plus d'information.

En ce qui concerne le besoin de statut de fiabilité, toute personne ayant accès aux renseignements PROTÉGÉS doit avoir un statut de fiabilité de la part du secteur de la sécurité industrielle de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

Étant donné que les noms, en soi, ne sont pas considérés comme des renseignements PROTÉGÉS, les ressources proposées par l'entrepreneur qui ont uniquement accès aux noms des répondants ne nécessitent pas de statut de fiabilité. Ils seraient considérés comme du «personnel sans autorisation sécuritaire». Conformément à la section 10 (b) de la LVERS, du personnel sans autorisation sécuritaire peut se voir confier des parties du travail.

## **2.2 Question No. 2**

**Question:** Étant donné que certains éléments cruciaux (tableaux des quotas revu) manquent toujours, serait-il possible d'offrir une semaine supplémentaire afin de nous laisser une période suffisante pour vous fournir une offre optimale?

**Réponse:** La modification 2, concernant l'Annexe VI - Structure de l'enquête par vague et par échantillon, visait à corriger un problème de nature visuelle dans l'Annexe VI, et ne comportait aucun changement de fond. Toutefois, EC reconnaît qu'il y a eu une erreur technique. Ainsi, la date de clôture de la demande de propositions est modifiée conformément à la section 3.1 de cette modification.

## **Part 3. Modifications**

### **3.1 Modification de la page de couverture (date de clôture de la demande de proposition)**

La date de clôture de la demande de proposition est par la présente modifiée pour se lire dans son intégralité comme suit:

21 mars 2019 à 12h midi (heure de Gatineau)